

LE DEVOIR

Alain Juppé, professeur invité à l'ENAP - Quand l'éthique fout le camp!

Collectif

Édition du vendredi 18 février 2005, p. A9

Dans Le Devoir du 13 février, Gérard Bouchard se disait incrédule, perplexe et en colère à la suite de la décision de l'École nationale d'administration publique (ENAP) d'embaucher Alain Juppé comme professeur d'administration publique. [...]

Nous nous sommes sentis tout aussi indignés par cette décision de l'ENAP et, en tant que professeurs qui étudient l'administration et les politiques publiques, particulièrement interpellés par son invitation à intervenir pour faire renverser cette décision. Comme Gérard Bouchard, nous demandons donc à la direction et à l'assemblée des professeurs de l'ENAP de revenir sur leur décision d'embaucher Alain Juppé.

M. Juppé a été reconnu coupable de «prise illégale d'intérêts» par la Cour d'appel de Versailles, plus précisément de détournement de fonds dans l'affaire des emplois fictifs à la Ville de Paris, alors qu'il était adjoint aux finances à la mairie de cette ville. Pour ce délit, la Cour d'appel l'a condamné, le 1er décembre 2004, à 14 mois d'emprisonnement avec sursis et à un an d'inéligibilité.

En s'évertuant à minimiser l'importance de cette inculpation, quel message l'ENAP envoie-t-elle à ses étudiants qui se destinent à une carrière administrative de même qu'à l'ensemble de la population: que le détournement de fonds publics n'est pas grave tant que celui-ci ne sert pas à l'enrichissement personnel?

Et la direction de l'école renchérit en insistant sur l'idée selon laquelle l'expérience pratique de Juppé compense son erreur. Est-ce à dire qu'un administrateur public n'a pas à évaluer l'éthique de chacune de ses décisions, qu'il suffit de maintenir un bilan positif entre décisions d'une éthique acceptable et décisions d'une éthique douteuse?

Les raisonnements émanant de l'ENAP, exposés dans les médias depuis plusieurs jours, ne peuvent que faire grand tort à la réputation de l'institution et, par ricochet, à l'ensemble des institutions universitaires québécoises et canadiennes. Le 10 février, Marcel Proulx déclarait au Devoir que l'image d'une institution, «ça se gère». Ramener les enjeux éthiques à une question de «gestion de l'image» révèle le peu de considération que le directeur actuel a pour la réputation de l'ENAP et le milieu universitaire.

Une seule avenue honorable s'offre à l'institution, il nous semble: renverser sa décision en ce qui concerne Alain Juppé.

Les signataires

Yves Bélanger, directeur, Groupe de recherche en reconversion industrielle; professeur, département de science politique, UQAM; Laurence Bherer, professeure, département de science politique, Université Laval; Nathalie Burlone, professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Linda Cardinal, titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques; professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Marc Chevrier, professeur, département de science politique, UQAM; Maurice Couture, professeur, département de science politique, UQAM; Claude Denis, directeur, Centre d'études en gouvernance; professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Serge Denis, professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa; président, Société québécoise de science politique; Pierre Drouilly, directeur et professeur, département de science politique, UQAM; André Duhamel, professeur, faculté de théologie, d'éthique et de philosophie, Université de Sherbrooke; Pascale Dufour, professeure, département de science politique, Université de Montréal; Joseph Facal, professeur invité, HEC Montréal, ex-ministre et ex-député à l'Assemblée nationale du Québec; Alain-G. Gagnon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes; professeur, département de science politique, UQAM; Monica Gattinger, professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Anne-Marie Gingras, professeure et directrice des programmes de premier cycle, département de science politique, Université Laval; James Iain Gow, professeur émérite, département de science politique, Université de Montréal; Louis Imbeau, professeur, département de science politique, Université Laval; Steve Jacob, professeur, département de science politique, Université Laval; Jane Jenson, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en citoyenneté et gouvernance, directrice de l'Institut d'études européennes et professeure, département de science politique, Université de Montréal; Luc Juillet, directeur associé et professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Bernard Jouve, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en étude des dynamiques territoriales et professeur, département de géographie, UQAM; Jean-François Léonard, professeur, département de science politique, UQAM; Laurent Lepage, professeur, département de science politique, UQAM; Frédéric Mérand, professeur, département de science politique, Université de Montréal; Éric Montpetit, directeur, Centre de recherche sur les politiques et le développement social; professeur, département de science politique, Université de Montréal; Michael Orsini, professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Gilles Paquet, professeur émérite, école de gestion; senior research fellow, École d'études politiques, Université d'Ottawa; François Pétry, professeur, département de science politique, Université Laval; François Rocher, directeur, École d'études canadiennes; professeur, département de science politique, Université Carleton; Christian Rouillard, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en gouvernance et gestion publique; professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Denis Saint-Martin, professeur, département de science politique, Université de Montréal; Daniel Salée, directeur, École des affaires publiques et communautaires; professeur, département de science politique, université Concordia; Claire Turenne-Sjolander, directrice, doyenne associée et professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa; Louise Vandelac, directrice du Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement; professeure, département de sociologie et Institut des sciences de l'environnement, UQAM.